

biton avaient fait obstacle à Vannérus. Je dis que j'étais hors de cause pour beaucoup de motifs et que j'avais proposé à Vannérus, Metzler ou Thorn de notre côté, Brasseur, Pescatore ou Lacroix pour les libéraux. Mais que si ce ministère de coalition n'était pas accepté, il fallait former un ministère homogène, s'appuyant sur la gauche. Je n'admettais pas, dans un cabinet d'apaisement, la présence d'un ou de plusieurs cléricaux militants; quant à deux catholiques modérés, je n'avais rien contre . . . Ensuite j'entrais dans le vif de la question. Je rappelais les méfaits du régime personnel et j'ajoutais qu'il fallait interpeller nécessairement le Gouvernement sur l'attitude qu'il entendrait prendre à l'égard du régime personnel . . . Jamais l'occasion n'était aussi favorable. Le Gouvernement n'a ni budget ni lois d'impôts . . . Nous n'avons qu'à tenir ferme et ne pas céder. A ce prix, la victoire serait à nous. Je crois que tout le monde était de mon avis . . . Entretiens on annonçait que les cléricaux avaient pris la résolution de déléguer trois membres . . . pour s'entendre avec nous. Je m'opposais à leur réception en disant que nous serions toujours les dupes si nous entrions en discussion avec les cléricaux. Aurait-on déjà oublié l'aventure de l'élection du Bureau de la Chambre? Cependant, la majorité était d'avis qu'on ne pourrait pas refuser cette entrevue.» Voyant qu'il n'était pas soutenu, Welter proposa alors de désigner trois membres de l'assemblée qui rencontreraient les délégués de la Droite dans les bureaux de la Chambre. Lorsque les membres de la Gauche (Brasseur, Lacroix et Metzler) revinrent pour faire rapport, Welter avoue n'avoir pas bien compris ce qu'on avait discuté. Le lendemain il en vint même à se dire . . . «que les cléricaux nous avaient dressé un piège et que les libéraux avaient donné dans le panneau.»

Le 10. 2. 1916 était, pour Michel Welter, une date mémorable: Léon Kauffman, président des Assurances sociales, le même que Welter avait récusé comme étant un membre trop militant du parti de la Droite, vint le trouver pour prendre son avis sur la situation politique et pour lui proposer un siège dans le gouvernement de coalition que la Grande-Duchesse l'avait prié de former. De nouveau Welter expliqua «pourquoi il avait toujours préconisé un ministère de coalition. Les questions économiques prenaient une telle importance . . . qu'aucun ministère ne pouvait les résoudre si les trois fractions de la Chambre n'étaient pas solidaires avec lui. Un ministère de coalition parlementaire ne voulait pourtant pas signifier que tous les membres devaient être pris dans le parlement, mais il était absolument nécessaire que les trois partis fussent liés et solidarisés avec le cabinet. Quant aux personnes, je ne voyais pour les libéraux que Brasseur, Pescatore et Lacroix. Pour nous, en dehors de moi, Metzler et Thorn. Je m'excluais parce que j'avais occupé un poste trop avancé pour être accepté par les cléricaux et surtout par la Grande-Duchesse que je n'avais jamais ménagée. — C'est vous justement, dit Kaufmann, qui avez la confiance de la Grande-Duchesse. Avec vous — a-t-elle dit — on sait au moins où l'on en est, tandis que les autres, on ne sait pas s'ils sont sincères ou non.»

Puis on passa en revue les différents candidats, «pour arriver en fin de compte à la conclusion qu'un ministère de coalition parlementaire n'avait guère de chances de réussite, parce que les hommes aptes à le